

*Tribune publiée dans Sud-Ouest le 20/12/2018*

## **Eolien, solaire, pouvoir d'achat et gilets jaunes !**

*« Il est plus facile de bernier les gens que de leur faire reconnaître qu'ils ont été bernés ». Mark Twain*

**En France, l'électricité ne manque pas : Eolien et solaire sont donc inutiles.**

Ils ne peuvent rien pour le climat : les émissions de CO2 de notre électricité sont déjà très faibles.

Ils ne permettent pas de fermer nos réacteurs nucléaires: ceux-ci nous sont indispensables quand il n'y a ni vent ni soleil.

**Développer l'éolien et le solaire, c'est en fait ajouter à un réseau de centrales pilotables un réseau inutile de centrales non pilotables. Cela rend l'électricité bien plus chère, puisque:**

- Le coût d'investissement en centrales électriques est augmenté : Il faudrait ajouter à notre puissance actuelle de centrales pilotables à peu près autant de puissance d'éolien et de solaire pour produire avec ceux-ci seulement 30 % de notre consommation.

- A quantité d'électricité produite égale, éolien et solaire, non pilotables, font diminuer la production des centrales pilotables : Ces dernières conservant les mêmes charges fixes (salaires, coûts de maintenance...), leurs coûts au kWh augmentent.

- Pour faire fonctionner en harmonie les deux réseaux de centrales, il faut développer et renforcer le réseau électrique.

**Aussi bas que devienne le coût de production de l'éolien et du solaire, ils feront augmenter le coût de l'électricité, pour les raisons ci-dessus.**

**Eolien et solaire photovoltaïque ne pourraient exister sans de copieuses subventions :** Intégrées au départ dans la taxe sur l'électricité appelée Contribution au service public de l'électricité (CSPE), ces subventions figurent maintenant sur le Compte d'affectation spéciale transition énergétique (CASTE) du budget de l'Etat, **alimenté entre autres par une augmentation des taxes sur la consommation de carburants !** En 2018, la somme prévue au titre de l'éolien et du solaire photovoltaïque est d'environ 7 milliards d'euros. Mais il faut ajouter, **hors CASTE**, le coût de l'augmentation des taxes dites d'acheminement, dues au renforcement nécessaire du réseau électrique, mais aussi des subventions devenues nécessaires aux centrales pilotables pour éviter qu'elles ne mettent la clef sous la porte. Et aussi ajouter une taxe sur l'électricité de 2,7 cts d'euros TTC, héritage de la CSPE, qui n'a pas été supprimée. Sans compter les défiscalisations et subventions déguisées accordées aux promoteurs par l'Etat et les collectivités ! **Soit au total environ 20 milliards d'euros par an.**

Cela représente 300 euros par Français et par an, soit pour un ménage moyen avec deux enfants une dépense de 1200 euros, moitié taxes sur l'électricité, moitié taxes sur les carburants et subventions diverses. Mais ceux dont la consommation de carburants est la plus forte, ruraux et habitants des grandes banlieues très dépendants de leur voiture, sont bien plus impactés. Et aussi les petits retraités, qui doivent ainsi consacrer à l'énergie une part intolérable de leurs ressources. **Le développement voulu par notre gouvernement conduira au doublement de ces sommes en 2025, et détruira globalement des emplois, parce qu'une grande partie, consacrée à l'achat d'éoliennes et de panneaux solaires à l'étranger, n'en sera pas dépensée en France. Les gilets jaunes ne sont pas près d'être rangés au placard !**

L'éolien détruit l'environnement rural, dégrade la santé des riverains et dévalue leurs biens immobiliers ! Détruire l'environnement pour quelque chose qui ne sert à rien, coûte très cher au

consommateur, accroît la précarité énergétique en France, et ne crée pas d'emplois, il faut le faire ! Elus, réfléchissez : supprimer toute subvention à ces électricités inutiles, c'est rendre du pouvoir d'achat aux gilets jaunes, ainsi qu'à beaucoup d'autres ! Il faut en priorité stopper le ruineux éolien en mer, déjà acté pour 25 milliards d'euros, plus 5 milliards pour la construction de lignes à haute tension !

*Bernard Durand, ancien directeur de la division Géologie-Géochimie de l'IFP, et de l'Ecole Nationale Supérieure de Géologie. Ancien président du Comité Scientifique de l'European Association of Geoscientists and Engineers (EAGE). Auteur des ouvrages « Energie et environnement, les risques et les enjeux d'une crise annoncée » (2007, EDP Sciences) et Petroleum, gas and coal , nature, formation mechanisms, future prospects in the energy transition (2018, EDP Sciences). Prix Alfred-Wegener de l'EAGE.*